



Communiqué de presse de Hervé SAULIGNAC

Le 07 décembre 2018

Chaque année en France, plus d'un million de collégiens et de lycéens pratiquent le sport dans le cadre de l'UNSS. Pour autant, le prix des licences UNSS va être augmenté de 10% suite à la baisse drastique des subventions du ministère des sports. Une fois de plus, les usagers vont devoir payer ce manque à gagner. J'ai demandé à la ministre des sports de revenir sur cette décision.

Je me fais le porte-parole des 6 800 licenciés ardéchois, des 48 associations sportives ardéchoises et des professeurs d'EPS qui s'inquiètent de l'augmentation du prix des licences de l'UNSS.

Si la pratique sportive volontaire du mercredi connaît un tel engouement, c'est principalement grâce au prix modique d'adhésion dont le coût moyen est de 20€. L'UNSS est, par ailleurs, souvent la seule possibilité dans certains territoires ruraux de pouvoir pratiquer un sport, faute de clubs sportifs. En Ardèche, par exemple, 30% des collégiens et lycéens adhèrent à la pratique sportive scolaire volontaire du mercredi, contre 23.5% en France.

Cette hausse des tarifs s'inscrit en contradiction frontale avec les grands objectifs affichés par le Gouvernement tels que l'augmentation de 3 millions de personnes pratiquant une activité sportive, le développement du sport dans le cadre d'une politique de santé, ou l'emploi du sport comme vecteur d'apprentissage des valeurs républicaines.

Le faible coût des licences UNSS est une condition indispensable pour faciliter l'accès à la pratique d'activités physiques au plus grand nombre d'élèves, notamment dans les milieux les plus défavorisés. Ce sont justement au sein de ces milieux que les jeunes sont les plus nombreux à participer aux activités proposées les mercredis.

A l'heure où la cohésion sociale de notre pays est grandement mise à mal, il est plus que jamais nécessaire d'encourager la pratique du sport, facteur de solidarité et d'insertion. J'ai demandé à la Ministre de réviser l'augmentation du prix des licences ou de mettre en place des aides financières au bénéfice des associations sportives pour que celles-ci n'aient pas à répercuter l'augmentation du prix des licences sur les familles.

J'en attends des actes et des décisions concrètes.